

PILLAGE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE

Bush, Khodorkovsky & Associates



Les États-Unis et de nombreux médias se sont indignés de l'arrestation, le 25 octobre, de l'homme le plus riche de Russie, Mikhail Khodorkovsky. Les uns et les autres ont omis de préciser ses liens financiers avec la famille Bush et ses investissements dans la presse. L'oligarque est en particulier membre du Carlyle Group. Cette puissante société de gestion de portefeuilles est aussi celle de la famille Ben Laden.

page 2

Washington veut des républiques islamiques démocratiques

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Noah Feldman présente les projets de constitution pour l'Afghanistan et l'Irak. Il vante le nouveau système : l'Afghanistan sera une république islamique où la Cour constitutionnelle veillera à la conformité du droit positif à la Charia. L'abrogation de la Charia avait été présentée par l'équipe Bush, comme un des objectifs de la guerre en Afghanistan.

page 4

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'agence onusienne chargée d'aider les populations palestiniennes manque gravement de moyens pour poursuivre son action

■ L'ancien émissaire états-unien en Syrie met en doute l'implication de Damas dans l'infiltration de combattants en Irak

■ L'Arabie saoudite se veut confiante après l'attentat meurtrier de samedi

■ L'Iran donne des gages de bonne foi à l'Union européenne et attend des contreparties

■ Le Liban condamne avec force l'adoption du Syria Accountability Act

■ Michel Aoun s'oppose au projet d'implantation des réfugiés palestiniens au Liban et soutient le Syria Accountability Act

■ Pour le ministre de la Défense israélien, il reste un an pour empêcher l'Iran de fabriquer une bombe nucléaire

■ Yasser Arafat reprend le contrôle de l'appareil de sécurité de l'Autorité palestinienne

page 12

LA CHRONIQUE DE L'EMPIRE DE THIERRY MEYSSAN

L'Irak, laboratoire des nouvelles méthodes de contre-insurrection



Si le chaos en Irak a surpris les dirigeants civils des États-Unis, il était attendu par une faction militaire. Les anciens commandants des opérations Phœnix et Condor se préparaient depuis trois ans à expérimenter en Irak de nouvelles méthodes de contre-insurrection. Le retrait en cours d'une partie des troupes de la Coalition, s'il satisfait la volonté des dirigeants civils de se désengager du bourbier irakien en période électorale, laisse en réalité le champ libre aux techniciens de la « Guerre de basse intensité ».

page 19

LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Allocution de Vladimir V. Poutine Réception

d'Hassan Rouhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran

■ Communiqué du Département fédéral suisse de la Défense International Security Assistance Force Afghanistan (ISAF) ■ Communiqué du Département fédéral suisse des Affaires étrangères Programme UNESCO

page 23

Pillage économique de la Russie

Bush, Khodorkovsky & Associates

Les États-Unis et de nombreux médias se sont indignés de l'arrestation, le 25 octobre, de l'homme le plus riche de Russie, Mikhail Khodorkovsky. Les uns et les autres ont omis de préciser ses liens financiers avec la famille Bush et ses investissements dans la presse. L'oligarque est en particulier membre du Carlyle Group. Cette puissante société de gestion de portefeuilles est aussi celle de la famille Ben Laden.



Mikhail Khodorkovsky

Les deux hommes d'affaire russes, Platon Lebedev (président du groupe bancaire Menatep, arrêté pour fraude le 2 juillet 2003) et Mikhail Khodorkovsky (président du groupe pétrolier Yukos-Sibneft, arrêté pour fraude le 25 octobre 2003), siégeaient au Conseil d'investissement dans le domaine énergétique du Carlyle Group, indique le *Washington Post* dans son édition de lundi.

Fondé en 1987, le Carlyle Group était initialement présidée par Franck C. Carlucci (ex-numéro 2 de la CIA, puis secrétaire à la Défense). Il est aujourd'hui dirigé par Louis V. Gerstner (ex-Pdg d'IBM). Parmi ses principaux responsables, on remarque, outre George Bush père (ex n°1 de la CIA, puis président des États-Unis), James A. Baker III (ex-secrétaire d'État) et John Major (ex-Premier ministre britannique). Après que nous ayons révélé que cette puissante société de gestion de portefeuilles place 16 milliards de dollars d'investissement, principalement pour **les familles Bush et Ben Laden**, la représentante démocrate de Géorgie, Cynthia Mc Kinney, s'est publiquement interrogée sur **les bénéfices réalisés par cette compagnie à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001**.

Le Carlyle Group a diversifié ses investissements. Il est néanmoins surtout présent dans le domaine de l'armement au point d'être, par l'entremise des

sociétés qu'il contrôle, le 11e fournisseur du Pentagone. En avril dernier, Dominique de Villepin s'est **publiquement inquiété** du rachat par le Carlyle Group de FiatAvio et de la perte d'indépendance qui en résulte pour l'Europe de la défense.

En France, le Carlyle Group détient plusieurs propriétés immobilières en région parisienne et a pris le contrôle du Groupe Genoyer à Vitrolles et du Groupe Otor. Après avoir acquis une **majorité relative au *Figaro***, en 1999, il a revendu ses parts au Groupe Dassault.



Henry Kissinger
Lors de l'inauguration aux États-Unis de l'Open Russia Foundation de M. Khodorkovsky.

Washington veut des républiques islamiques démocratiques

Analyse

Noah Feldman, le jeune conseiller juridique de la Coalition en Irak, présente dans le *New York Times* les projets de constitution pour l'Afghanistan et l'Irak. Arguant qu'il n'est pas possible de séculariser brutalement l'ex-émirat des Talibans, il vante le nouveau système : l'Afghanistan sera une république islamique où la Cour constitutionnelle veillera à la conformité du droit positif au regard de la Charia, mais le pays n'en sera pas moins une démocratie et un État de droit. De même, poursuit-il, il ne faut pas imposer de sécularisation en Irak, où il convient d'établir une autre république islamique démocratique. On observera que l'abrogation de la Charia -version talibane- avait été présentée, il y a deux ans, par l'administration Bush, comme un des objectifs de la guerre en Afghanistan. Or, la même Charia est aujourd'hui consacrée au rang de principe constitutionnel suprême, garant de la stabilité du pays. Par ailleurs on s'étonnera de l'extension du « modèle afghan » à l'Irak, tant il est vrai que l'Irak du Ba'as était fondamentalement non pas un État islamique comme l'Afghanistan, ni même un État séculier comme les États-Unis, mais laïque comme la Turquie. Dès lors, la création d'une république islamique et démocratique en Irak répond en réalité à un objectif étranger à l'histoire du pays : le projet états-unien de remodelage du Proche-Orient.

Deux dirigeants israéliens, un travailliste et un likoudnik, analysent les chances de paix en Palestine. Selon une rhétorique bien huilée, ils affirment souhaiter la paix et imputent la guerre à la fois à leurs adversaires palestiniens et à leurs rivaux israéliens, avant de refuser toute solution immédiate au conflit. Ainsi, dans l'*International Herald Tribune* l'ancien ministre travailliste Shlomo Ben-

Ami se prononce en faveur de la proposition russe de relance de la Feuille de route par le Conseil de sécurité. Il affirme que tout plan de paix passe par les « quatre paramètres de Clinton » et prend soin de renvoyer les responsabilités de la situation actuelle sur Arafat et Sharon pour mieux dénigrer l'Accord de Genève. Du côté likoudnik, dans le *Washington Times*, Gideon Meir, directeur général adjoint du ministère des Affaires étrangères, accueille favorablement le nouveau gouvernement Qoreï, tout en laissant entendre que sa bonne volonté ne suffira pas, vu la main-mise et l'autoritarisme d'Arafat.

Le cardinal Roger Etchegarray, président émérite du Conseil pontifical Justice et Paix, rapporte dans *Le Figaro* l'ordination d'un évêque auxiliaire de rite hébraïque auprès du patriarche latin de Jérusalem. En fait, directement sollicité par l'État hébreu, le Saint-Siège entendait par ce geste manifester qu'il ne privilégie aucun camp sur l'autre. Cependant, Son Éminence a découvert au cours de son voyage en Palestine la réalité de la « clôture » en construction et en a manifestement conclu que le Saint-Siège était bien le seul à faire des concessions.

Mvemba Phezo Dizolele plaide dans l'*International Herald Tribune* pour que les États-Unis soutiennent les efforts du président Joseph Kabila pour rétablir la paix en République démocratique du Congo. Cependant, l'auteur étant lui-même un diplomate du département d'État sa sollicitation d'une aide à venir ressemble plutôt à la justification d'une politique déjà décidée. Son point de vue doit aussi être placé dans le contexte de la publication par l'ONU de deux rapports déroutants : le premier, rédigé sous la présidence de Mahmoud Kassem, établit le rôle de grandes sociétés privées dans l'organisation des conflits congolais qui ont coûté la vie à plus de 3 millions de personnes ; le second, rédigé par la rapporteuse spéciale Lula Motoc, dresse le bilan effrayant des violations des Droits de l'homme par les belligérants.

L'ancien président bolivien Gonzalo Sanchez de Lozada, en exil, sinon en fuite, depuis le 17 octobre aux États-Unis, dénonce dans le *Washington Post* la bêtise de son peuple qui a refusé ses réformes libérales et lui a préféré un leader populiste paysan. Selon lui, la Bolivie se dirige vers un chaos à l'afghane, exemple qui induit une nécessaire intervention militaire du Pentagone pour rétablir la démocratie et l'auteur comme président.

Maître Philip Allen Lacorava, prestigieux avocat new-yorkais, regrette dans le *Washington Post* avoir soutenu, il y a un an, le principe des commissions militaires pour juger les personnes suspectées de terrorisme par le département US de la Justice. Ayant constaté leur incapacité à conduire des procès impartiaux, il en demande aujourd'hui l'abrogation. Un point de vue courageux qui illustre l'évolution des milieux intellectuels états-uniens, mais qui préfère se livrer à une autocritique plutôt que de remettre en cause les fondements du *Patriot Act*.

Enfin l'ancien secrétaire d'État britannique Douglas Hurd constate dans *The Independent* que la doctrine de la « guerre préventive » ayant fait long feu, on en revient à la théorie de « l'ingérence humanitaire » qui était préalablement à la mode. Cependant ces deux idéologies doivent être pareillement rejetées par défaut de légitimité. Seule l'ONU, même imparfaite, peut s'arroger le droit de légitimer la guerre.

Noah Feldman



Noah Feldman est professeur de droit à la *New-York University of Law* et conseiller constitutionnel de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak. Il est l'auteur de *After Jihad : America and the Struggle for Islamic Democracy*.

Une nouvelle démocratie, inscrite dans la foi

Source : New York Times

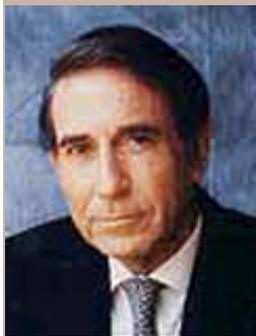
Référence : A New Democracy, Enshrined in Faith

Dans son remarquable discours de la semaine dernière, **George W. Bush** a reconnu soixante ans d'erreurs américaines et a annoncé une nouvelle politique, encourageant la démocratie plutôt que la dictature dans le monde musulman. Il a cependant négligé de mentionner que beaucoup de musulmans choisiront des régimes tournés vers l'islam plutôt qu'un régime séculier, comme le démontre le cas de la constitution afghane, qui intègre les valeurs islamique autant qu'elle garantie les libertés basiques. Cette constitution soulève la question de la compatibilité de l'islam avec la démocratie et les Droits de l'homme.

Les trois premiers articles de la constitution afghane font du pays une république islamique, de l'islam la religion officielle et prévoient un contrôle par la Cour suprême de la compatibilité des lois avec les valeurs de l'islam. Le nouveau drapeau fait référence au credo de l'islam et l'école a pour vocation d'éliminer les traditions contraires à l'islam. Dans le même temps, la constitution est démocratique, garantie les droits des citoyens et s'engage à respecter les droits garantis par les traités internationaux dont l'Afghanistan est signataire. Notamment, la convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes (ces dernières doivent d'ailleurs occuper au moins 16,5 % des sièges de la chambre haute afghane). La constitution reconnaît aux croyants d'autres religions le droit d'exercer leur foi. Ce texte comporte encore des tensions que la Cour suprême devra trancher comme l'obligation des partis politiques à se doter d'un programme compatible avec l'islam ou la constitutionnalité de la loi demandant aux femmes de s'« habiller modestement ».

La constitution afghane est une chance de promouvoir une démocratie islamique. Les États-Unis et l'ONU doivent soutenir le gouvernement politiquement et économiquement pour qu'elle ne reste pas qu'un symbole. Les régimes autocratiques séculiers dans les pays musulmans ne doivent pas être soutenus au dépend des démocraties islamiques. Il ne faut pas imposer la sécularisation en Afghanistan en Irak, pays dans lequel il faut démontrer que la Coalition laissera les Irakiens se gouverner eux-mêmes.

Shlomo Ben-Ami



Shlomo Ben-Ami a été ministre des Affaires étrangères travailliste dans le gouvernement d'Ehud Barak. Il a participé aux négociations de Camp David en 2000 et dirigeait l'équipe de négociation israélienne à Taba.

Le Conseil de sécurité détient peut-être la clé

Source : International Herald Tribune

Référence : The Security Council may hold the key

La prétention d'**Ariel Sharon** qui pensait pouvoir arrêter l'Intifada, forcer les Palestiniens à revoir leurs demandes à la baisse et accepter un accord en conformité avec la philosophie de la droite extrême israélienne s'est avérée vaine. Pourtant le Premier ministre n'en tire aucune conclusion. Nous sommes dans l'impasse car la droite israélienne est incapable de faire la paix avec les Palestiniens et la gauche dans l'impossibilité de se faire élire tant que durent l'Intifada et les attentats. Plus généralement, les systèmes politiques israélien, avec ses larges coalitions paralysant le pouvoir, et palestinien, trop fragmenté et agité, ne peuvent pas aboutir à la paix. L'accord de Genève ne changera rien sur ce point.

Les Palestiniens et les Israéliens doivent être sauvés d'eux-mêmes et du suicide collectif vers lequel ils tendent. Une nouvelle résolution du Conseil de sécurité ne résoudrait pas forcément le problème, mais elle donnerait la légitimité à un texte tentant de résoudre le conflit. C'est pourquoi la proposition russe visant à faire soutenir la « **Feuille de route** » par une nouvelle résolution du Conseil de sécurité ne doit pas être écartée. Cette résolution doit cependant aller au-delà de la Feuille de route, texte sujet à interprétation, et s'appuyer sur les paramètres dits « de Clinton » : deux États, un retrait des territoires, le démantèlement des colonies et Jérusalem capitale des deux États. Il s'agit là de points sur lesquels presque tous s'accordent. Pour que cela fonctionne, il faut le soutien des États-Unis, mais aussi de l'Europe et des États arabes clés.

Gideon Meir



Gideon Meir est directeur général adjoint du ministère israélien des Affaires étrangères.

Apprendre des anciens dirigeants

Source : Washington Times

Référence : Learning from past leaders

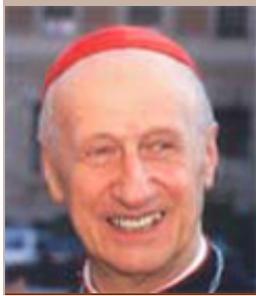
Le nouveau Premier ministre palestinien jouera un rôle positif à la seule condition qu'il ait le pouvoir et la volonté nécessaires à la constitution d'un gouvernement modéré prêt à combattre le terrorisme et à négocier la paix avec Israël. L'échec de **Mahmoud Abbas** nous montre ce que doit faire **Ahmed Qorei** : combattre le terrorisme et s'éloigner de Yasser Arafat qui nous a prouvé lors des trois dernières années qu'il ne négocierait jamais une solution pacifique du

conflit israélo-palestinien.

Après trois ans d'attaques terroristes, le gouvernement israélien a commencé de nouvelles discussions avec l'Autorité palestinienne car une nouvelle direction avait émergée. Mais M. Arafat n'a jamais donné à M. Abbas les moyens de s'attaquer au terrorisme. Les attentats suicide ont repris et les discussions échouées. M. Arafat refuse de laisser le contrôle des forces de sécurité et des finances de l'Autorité palestinienne car il sait que cela mettrait fin à sa dictature et qu'il n'a jamais abandonné son rêve d'une grande Palestine.

Qoreï, et ceux qui le soutiennent dans la communauté internationale, dont les Israéliens, doivent l'aider à se libérer d'Arafat afin qu'il puisse combattre le terrorisme. Sans cela, le nouveau Premier ministre ne fera pas mieux que le précédent.

Roger Etchegaray



Ancien Archevêque de Marseille, le Cardinal Roger Etchegaray est président émérite du Conseil pontifical justice et paix du Saint-Siège.

Une géographie d'apartheid

Source : Le Figaro

Référence : Une géographie d'apartheid

L'ordination épiscopale de **Jean-Baptiste Gourion** par le patriarche latin de Jérusalem **Michel Sabbah**, à laquelle j'ai assisté, a voulu être un grand signe donné par **Jean-Paul II** pour encourager les communautés catholiques d'expression hébraïque et arabe à être des artisans de la paix entre Israéliens et Palestiniens. À cette occasion, je me suis rendu en pèlerinage à la grotte de la Nativité et j'ai assisté à la construction de la « clôture » sécurisant Jérusalem et encerclant Bethléem.

Cette barrière dessine une géographie d'apartheid excitant la violence plus que la maîtrisant et ayant de graves conséquences sociales, économiques, éducatives et sanitaires. La lutte contre un terrorisme exige au contraire la collaboration obstinée et loyale entre deux peuples à la recherche de la paix.

Israéliens et Palestiniens, vous avez besoin de paix, vous avez trop souffert, et je souhaite bon courage à tous ceux qui avancent sur le long chemin de la paix.

Mvemba Phezo Dizolele

Ancien réserviste des Marines états-uniens originaire de la République démocratique du Congo, Mvemba Phezo Dizolele a travaillé aux services francophones à destination de l'Afrique de Voice of America et à l'ambassade états-unienne de Kinshasa.

Kabila a besoin d'une vraie aide maintenant

Source : International Herald Tribune
Référence : Kabila needs real help now

Lors de sa visite à Washington la semaine dernière, **Joseph Kabila**, le président de la République démocratique du Congo, s'est vu promettre de l'aide humanitaire. Cependant notre pays ne parviendra pas à achever sa transition sans engagement politique et financier ferme des États-Unis.

La République démocratique du Congo a connu la guerre la plus meurtrière depuis la Seconde Guerre mondiale. 3,3 millions des 56 millions d'habitants sont morts, tués pour des raisons d'exploitations minières et d'ambitions géopolitiques et parce que les grandes puissances mondiales les ont ignorés. Les États-Unis sont les principaux soutiens de l'Ouganda et du Rwanda, qui soutiennent les milices à l'est du Congo en détournant l'aide militaire et économique de Washington malgré les traités de paix. Si les États-Unis ne font pas pression sur ces pays, il n'y aura pas la paix. Les États-Unis doivent également leur total soutien au gouvernement d'union nationale de Joseph Kabila.

Le gouvernement regroupe différentes factions belligérantes du conflit et a la tâche difficile de préparer des élections dans deux ans alors que la plupart des infrastructures sont détruites et que le tiers du territoire échappe à son autorité. Le Congo peut se redresser en exploitant ses ressources naturelles bien qu'elles soient au cœur du conflit. C'est pourquoi les États-Unis doivent les protéger et les développer, faute de quoi le processus de paix échouera.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, nous avons un président qui fait des efforts pour réunifier la nation. **George W. Bush** doit le soutenir. Il faudra également que ceux qui se sont rendus coupables de crimes durant la guerre rendent des comptes.

Gonzalo Sanchez de Lozada



Gonzalo Sanchez de Lozada est l'ancien président de Bolivie. Il s'est exilé aux États-Unis le 17 octobre dernier suite

Le meilleur choix pour la Bolivie

Source : Washington Post
Référence : The Best Choice for Bolivia

Le mois dernier, je suis devenu le dernier président d'Amérique Latine à être renversé. Aujourd'hui, la Bolivie est à la croisée des chemins. Elle doit choisir entre d'un côté la démocratie, le développement et la paix et de l'autre le populisme et le protectionnisme. Ce choix a des implications pour tout l'hémisphère.

Mon pays fait face à la pauvreté, aux inégalités dont souffrent la population indigène, aux difficultés de transports liés à la géographie du pays et au

à de fortes mobilisations populaires contre sa politique de privatisation du pays.

chômage. Cette situation est exploitée par des populistes. Durant mon premier mandat (1993-1997), j'avais amorcé une série de réformes politiques et économiques. Les Boliviens avaient souffert du passage au libre-échange et, pour qu'ils puissent enfin en tirer des bénéfices, j'ai choisi de développer les exportations de gaz en direction de la Californie, ce qui aurait doublé les revenus provenant des exportations. Malheureusement, Evo Morales et Felipe Quispe, les représentants des cultivateurs de coca, opposés à cette proposition, ont préféré utiliser la violence que les moyens légaux pour la combattre. Ils n'ont pas fait de contre-proposition et la nationalisation du gaz ne permettra pas de dégager des revenus. En outre, si nous perdons le marché californien, ce sont les Russes, les Indonésiens, les Australiens ou d'autres qui en profiteront et la Bolivie restera pauvre pour au moins une génération. On peut même envisager que, mécontentes, les régions boliviennes possédant du gaz fassent sécession et que cela déstabilise toute la région. La Bolivie peut devenir l'Afghanistan des Andes, un État en décrépitude exportant la drogue et le désordre.

Pour empêcher cela, les citoyens doivent défendre la démocratie en Bolivie. De leur côté, les États-Unis et l'Europe doivent combattre le trafic de drogue et la production illégale de coca. L'Amérique du Nord doit pousser au développement du commerce de l'hémisphère. Le monde doit comprendre que la démocratie est en jeu en Bolivie.

Philip Allen Lacovara



Philip Allen Lacovara est ancien vice-procureur général des États-Unis et ancien conseiller au procureur spécial pour le Watergate. Il est membre du Lawyers Committee for Human Rights et associé du cabinet d'avocat New-yorkais Mayer Brown & Platt.

Procès et erreurs

Source : Washington Post
Référence : Trials and Error

Il y a deux ans, le président **George W. Bush** a autorisé des commissions militaires à juger les personnes accusées d'être membres d'Al Qaïda ou d'avoir attaqué les États-Unis. J'avais alors soutenu cette décision, pensant que nous aurions affaire à des procédures justes. Aujourd'hui, force est de constater que l'approche de l'administration Bush a confirmé les pires craintes de ses opposants.

Ces commission ne permettent pas de procès justes. Ils restreignent considérablement les droits de la défense en privant les avocats de la confidentialité avec leurs clients, de l'accès à des éléments du dossier. En outre, ils leur interdisant de parler publiquement de leurs dossiers, alors qu'ils autorisent les responsables du **Pentagone** à le faire. Peu d'avocats ont accepté de travailler dans ces conditions et le barreau des avocats pénalistes a appelé à boycotter ces procédures.

L'administration Bush invoque toujours, pour se justifier, l'affaire Quirin : le jugement de huit saboteurs nazis durant la Seconde Guerre mondiale à qui on avait refusé le statut de prisonniers de guerre et qui avaient été jugés par une commission militaire. Elle oublie alors de préciser que les saboteurs avaient eu bien plus de droits pour se défendre que les actuels accusés et qu'on est en droit d'attendre que ces derniers aient au moins accès aux mêmes droits. Les

procédures actuelles n'ont aucune légitimité. Le **département de la Défense** utilise la notion d' « intérêt national » pour juger à huis clos et ne pas répondre aux enquêtes des groupes de défense des Droits de l'homme.

Douglas Hurd

Douglas Hurd est ancien secrétaire d'état britannique au Foreign Office (1989-1995) et membre de l'Action Centre for Europe.

Les interventions dans le domaine humanitaire

Source : The Independent

Référence : Intervention on humanitarian grounds

Cette tribune est adapté d'un discours prononcé devant la London School of Economics.

Le concept d'intervention pour des raisons humanitaires n'est pas nouveau. Déjà au XIXème siècle, John Stuart Mill avait soulevé la question face aux répressions menées par les Habsbourg en Italie et en Hongrie. L'effondrement virtuel de la justification fondée sur la légitime défense en Irak a remis en avant l'argument humanitaire.

Le Premier ministre a toujours affirmé que, quelle que soit la vérité concernant les armes en Irak, Saddam Hussein était un dirigeant maléfique et que l'Irak et le monde étaient mieux sans lui. La nature maléfique du régime irakien ne pouvait pas être niée, mais on ne peut pas résumer la situation en des termes aussi simplistes.

Qui peut décider qu'un régime est suffisamment mauvais pour justifier son renversement ? La Charte de l'ONU est claire : le Conseil de sécurité. Ce n'est certes pas un rassemblement de démocrates, j'en ai fait l'expérience, mais nous n'avons pas le choix. L'implication de l'ONU est indispensable et sans la légitimité qu'elle dispense, une intervention armée n'entraîne que davantage de troubles.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



L'agence onusienne chargée d'aider les populations palestiniennes manque gravement de moyens pour poursuivre son action

Référence : « UNRWA to cut relief operations in Gaza », par Sholomo Shamir, *Ha'aretz*, 13 novembre 2003.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) va devoir réduire de manière drastique ses activités d'aide aux populations à Gaza, bien que la situation continue de se détériorer en raison de la multiplication des opérations militaires israéliennes. D'après un document distribué par l'Agence, mardi 11 novembre 2003, l'UNRWA a déjà dû considérablement réduire les allocations qu'elle distribuait aux familles nécessiteuses dans les territoires occupés, alors même que la détresse économique s'accroît.

Ce document a été distribué avant une série de votes à l'ONU sur l'UNRWA, et met en garde contre les difficultés financières majeures que rencontre l'organisation en raison d'une hausse du nombre de Palestiniens dans le besoin et une chute spectaculaire des financements. Seuls 45 % des financements promis par les pays membres ont été payés, soit 750 000 dollars sur les 2,7 millions promis en urgence en 2001.

D'après le commissaire-général de l'UNRWA, Peter Hanse, la détérioration des conditions de vie des Palestiniens, et particulièrement dans la bande de Gaza, est liée directement aux opérations de l'armée israélienne : « *La fréquence des opérations militaires à Rafah a occasionné une hausse du stress émotionnel et des traumatismes au sein de la population locale. (...) Le sentiment dominant au sein des habitants est la peur* ».

Hansen a déclaré qu'à la suite des opérations de l'armée israélienne dans le camp de réfugié de Rafah en octobre, « *environ de 2000 personnes ont perdu leur foyer en raison de la démolition de 200 bâtiments ou de dommages irréparables qui leur ont été causés* ». D'après lui, les opérations de l'armée, et notamment les restrictions de déplacement pesant sur les Palestiniens, ont détruit une partie considérable de l'économie palestinienne : « *plus de 60 % des populations de Gaza et de Cisjordanie est contraint de vivre avec 2 dollars par jours. Dans certaines régions, 25 % des enfants souffrent de malnutritions* ».

D'après des experts, il faudrait 46 millions de dollars pour reloger les

Palestiniens à la rue. L'agence a pour l'instant arrêté de distribuer des produits alimentaires de base à un grand nombre de familles nécessiteuses, a conclu Hansen.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne et le relais des liens qui unissent les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal fait en effet partie du groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

L'ancien émissaire états-unien en Syrie met en doute l'implication de Damas dans l'infiltration de combattants en Irak

Référence : « 'Syria not passing militants into Iraq' », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 13 novembre 2003.

L'ancien émissaire des États-Unis à Damas, Theodore Kattouf, a déclaré, mercredi 12 novembre 2003, que la Syrie n'avait pas facilité le passage de militants fondamentalistes en Irak depuis avril, au moment où elle a fermé sa frontière.

Cette affirmation contredit celle de plusieurs membres de l'administration Bush, qui ont récemment déclaré que la Syrie permettait à des jihadistes de rentrer en Irak. « *Je n'ai pas de preuves, et je n'en ai pas eu depuis qu'ils ont fermé la frontière, que la Syrie se soit rendue complice en laissant ces infiltrations se produire* », a déclaré Kattouf, qui a quitté la Syrie en août. En septembre, le sous-secrétaire d'État au contrôle des armes et à la sécurité internationale, John Bolton, avait déclaré devant des représentants au Congrès que « *la Syrie a permis à des volontaires de passer en Irak afin d'attaquer et de tuer nos soldats pendant la guerre, et continue de le faire* ». Il avait prononcé ces déclarations dans le cadre d'une négociation pour le vote du *Syria Accountability and Lebanese Restoration Act*, qui permettra au président en exercice d'imposer de nouvelles sanctions à la Syrie, ou de les suspendre en cas d'impératifs relatifs à la sécurité nationale.

Theodore Kattouf, qui a exprimé son scepticisme quant à l'utilité de sanctions unilatérales, a évoqué les débats parlementaires relatifs à l'adoption du projet : « *Cela donne aux Syriens un sentiment de mécontentement qui existe dans plusieurs endroits de leur pays à cause de leur politique actuelle. Ce qui reste à voir, c'est le degré avec lequel le président des États-Unis invoquera ces différentes dispositions* ». Il a ensuite recommandé que les États-Unis discutent avec la Syrie, notamment au sujet de la sécurisation de la frontière irako-syrienne.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

L'Arabie saoudite se veut confiante après l'attentat meurtrier de samedi

Référence : « Naif Says Security Situation Satisfactory », par P.K. Abdul Ghafour, *Arab News*, 13 novembre 2003.

Le ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Naif, a déclaré, mercredi 12 novembre 2003, que la situation de l'Arabie saoudite, en ce qui concerne sa sécurité, était rassurante, malgré l'attentat de samedi contre un complexe résidentiel de Riyad qui a fait 18 morts et 120 blessés au moins. « *Je veux dire à toute le monde que si je n'étais pas satisfait du niveau de sécurité dans mon pays, je ne serais pas venu ici* », a-t-il indiqué aux journalistes, en Tunisie. Le ministre a réaffirmé que les criminels qui s'en sont pris à la sécurité du royaume ne bénéficieraient d'aucune indulgence.

Des experts ont de leur côté prévu un léger recul des investissements étrangers pour quelque temps, mais restent persuadés que l'attaque n'aura qu'un faible impact sur l'économie du pays. D'après eux, l'un des buts des assaillants était de décourager les investisseurs et les travailleurs étrangers, sapant l'économie et la sécurité du pays.

D'après des diplomates, la répétition de telles attaques pourraient poser la question du maintien sur place de sociétés étrangères, dont certaines ont déjà subi d'importantes difficultés liées aux mesures de sécurité extrêmement lourdes qu'elles ont dû adopter.

Les autorités saoudiennes ont décidé d'interdire la vente d'uniformes militaires aux civils après que des informations ont indiqué que les terroristes portaient de tels uniformes comme déguisement, lors de l'attaque.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une bonne retranscription des débats qui traversent le pouvoir

L'Iran donne des gages de bonne foi à l'Union européenne et attend des contreparties

Référence : « Kharrazi, Patten discuss Iran-IAEA cooperation », IRNA, 12 novembre 2003. « Kharrazi, Frattini discuss Iran-EU cooperation », IRNA, 12 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharrazi, s'est entretenu par téléphone avec le responsable des relations extérieures de la Commission européenne, Chris Patten, mercredi 12 novembre 2003, afin d'expliquer les démarches entreprises par l'Iran pour renforcer sa coopération avec l'Agence internationale à l'énergie atomique.

Kharrazi a évoqué entre autres l'annonce par Téhéran de sa volonté de signer le

iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

protocole additionnel du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et la suspension volontaire de son programme d'enrichissement d'uranium.

Il a ajouté que le rapport du chef de l'AIEA, Mohammed ElBaradei sur le programme nucléaire iranien démontrait une coopération transparente entre l'Agence et l'Iran. « *L'Union européenne devrait adopter une position précise et prendre des mesures pratiques afin d'aider à renforcer la coopération entre l'Iran et l'AIEA* ».

Chris Patten a dit apprécier les initiatives de l'Iran, et a déclaré que Téhéran était parvenu à attirer la confiance de la communauté internationale en son programme nucléaire. « *Une nouvelle atmosphère est apparue dans les relations entre l'Iran et l'Union européenne. J'espère qu'une coopération bilatérale se développera dans tous les domaines* », a-t-il ajouté.

Kamal Kharazzi a eu un entretien similaire avec le ministre des Affaires étrangères italien, Franco Frattini, alors que l'Italie occupe la présidence tournante de l'Union européenne. Il a à nouveau énuméré les efforts iraniens de transparence, avant de réclamer que l'Europe respecte à son tour ses engagements.

Frattini a dit apprécier les démarches entreprises par l'Iran pour lever les inquiétudes sur son programme nucléaire. Il a ajouté que l'Italie souhaitait coopérer avec l'Iran, et que ces démarches incitaient l'Union européenne à œuvrer pour défendre le programme nucléaire iranien et pour la poursuite d'une coopération de haut-niveau entre Téhéran et Bruxelles.

L'Orient Le Jour



Le Liban condamne avec force l'adoption du Syria Accountability Act

Référence : « Comme d'habitude, le pouvoir se montre plus royaliste que le roi », par Michel Touma, *L'Orient Le Jour*, 13 novembre 2003. « Le chef de l'état dénonce le vote au sénat US », *L'Orient Le Jour*, 13 novembre 2003.

Alors que la Syrie n'a toujours pas officiellement réagi à l'adoption par le Sénat états-unien du *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act*, les hauts responsables libanais ont commenté publiquement cette décision dès mercredi 12 novembre 2003, au matin.

Le président Émile Lahoud et le chef de la diplomatie, Jean Obeid, ont ainsi prôné à l'unisson le « *dialogue* » et la « *raison* » pour régler le contentieux entre Washington et Damas. Pour le ministre des Affaires étrangères libanais, le *Syria Accountability Act* est « *l'incarnation de l'influence israélienne sur la politique américaine. Sauf que nous aurions aimé que ce soit la politique US telle que l'on conçoit les fondateurs des États-Unis qui influence Israël* ». Émile Lahoud a estimé que ce vote « *vient contredire* » les efforts déployés actuellement en faveur de l'instauration d'une paix juste, globale et durable au Proche-Orient. Selon lui, la démarche du Sénat vient également « *comme une réponse aux pressions du lobby sioniste exercées contre la Syrie pour la pousser à renoncer à ses constantes nationales et à ses positions vis-à-vis des questions arabes* ». « *Seul un dialogue sincère loin de toute pression peut*

conduire au règlement des problèmes en suspens », a notamment déclaré à ce propos le chef de l'État. Des déclarations qui font écho à un article du quotidien syrien al-Baas, qui indique que « seul le dialogue peut porter ses fruits ». Cette similarité dans les réactions libanaises et syriennes démontre, d'après L'Orient Le Jour, « le caractère pertinent - pour ce qui se rapporte seulement au Liban - des interventions particulièrement fermes des sénateurs américains lors du débat qui a précédé le vote de mardi. Aussi bien les élus républicains que démocrates ont, en effet, déploré explicitement le fait que "les Libanais ne sont plus maîtres de leur sort" et que "la Syrie prend le Liban en otage". Le suivisme aveugle et sans nuances du pouvoir libanais à l'égard de Damas - suivisme qui s'est illustré une fois de plus hier - apporte aux membres du Sénat US la preuve palpable que leurs propos sont loin d'être une vue de l'esprit. » L'Orient Le Jour met ensuite en doute les volontés supposées de dialoguer de Damas, en se demandant s'il ne s'agit pas « d'une nouvelle manœuvre traditionnelle, le régime syrien étant passé maître dans sa capacité à gagner du temps, dans l'attente d'une modification des rapports de forces et de changements internationaux ou régionaux lui permettant d'échapper aux pressions ».

L'Orient Le Jour



Michel Aoun s'oppose au projet d'implantation des réfugiés palestiniens au Liban et soutient le Syria Accountability Act

Référence : « Aoun : "Le règne des hauts-commissaires syriens prendra bientôt fin" », L'Orient Le Jour, 13 novembre 2003.

L'ancien Premier ministre libanais en exil, le général Michel Aoun, qui avait témoigné devant une commission d'enquête parlementaire états-unienne sur la Syrie, a réaffirmé, mercredi 12 novembre 2003, son opposition à tout projet d'implantation des réfugiés palestiniens au Liban et à la résolution élaborée par la parlementaire états-unienne, Ileana Ros-Lehtinen.

D'après L'Orient Le Jour, le général Aoun a affirmé : « *Nous plaillons en faveur du droit au retour des Palestiniens, conformément aux résolutions internationales. De toute manière, il nous est impossible de les accueillir au Liban pour des raisons de densité, de superficie, d'espace et de ressources.* » « *Je m'oppose complètement à cette résolution, qui n'a absolument rien à avoir avec le Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act (SALSA). Il n'y a que les ennemis du Liban qui ont fait le lien entre les deux. Malheureusement, les Libanais ne savent pas défendre leur cause, à commencer par le rejet de l'implantation* », a-t-il ajouté.

Concernant par ailleurs l'adoption hier par le Sénat américain du SALSA à une grande majorité, l'ancien Premier ministre a affirmé : « *Il s'agit d'une réalisation majeure pour le Liban. Le rétablissement de la souveraineté libanaise est redevenu une constante et une priorité pour la politique*

étrangère américaine. »

« Pour le Liban, cela change beaucoup de choses. D'abord, le pays va redevenir libre, indépendant et souverain, et c'est notre objectif principal. La sous-traitance va être supprimée. Le Liban existera pour lui-même, et la solution au problème libanais ne dépendra plus du règlement de la question régionale. Ensuite, il sera possible de mettre en place un plan de redressement économique. Enfin, il n'y aura plus de demi-souveraineté et de demi-indépendance. Le règne des hauts-commissaires syriens prendra bientôt fin », a-t-il conclu.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne et le relais des liens qui unissent les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal fait en effet partie du groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Pour le ministre de la Défense israélien, il reste un an pour empêcher l'Iran de fabriquer une bombe nucléaire

Référence : « Mofaz : Iran will have nukes in a year », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 13 novembre 2003.

Le ministre de la Défense israélien, Shaul Mofaz, a déclaré devant le Washington Institute for Near East Policy, mercredi 12 novembre 2003, que l'Iran aurait une capacité nucléaire d'ici un an.

Ses prédictions surviennent au moment où l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) et l'ancien chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, Hans Blix, ont déclaré qu'ils n'avaient aucune preuve que l'Iran se serve de son programme nucléaire civil pour produire une bombe nucléaire.

« Nous pensons que l'Iran aura atteint un point de non retour d'ici un an », a déclaré Mofaz, qui a ensuite rencontré le Secrétaire d'Etat Colin Powell. Il doit encore rencontrer, ce jeudi 13 novembre 2003, le vice-président Dick Cheney et la conseillère à la Sécurité nationale, Condoleeza Rice.

« De mon point de vue, la manière dont les États-Unis mènent leurs efforts pour empêcher que cette puissance nucléaire tombe entre les mains d'un régime extrémiste détenteur de missiles longue-portée commence à porter ses fruits. Il est nécessaire de poursuivre ces efforts ».

Les États-Unis souhaiteraient en effet que cette question soit portée devant le Conseil de sécurité de l'ONU, où des sanctions pourraient être décidées à l'encontre de Téhéran.

Shaul Mofaz a également averti la Syrie qu'Israël pourrait frapper à nouveau son territoire si le président Bashar al-Assad ne met pas un terme aux activités des organisations telles que le Hamas et le Jihad islamique sur son sol.

Sur le dossier palestinien, il a affirmé qu'Israël était prêt à négocier, mais s'est dit profondément sceptique quant à la capacité d'Ahmed Qureih de lutter contre les organisations terroristes tant que le Président Arafat conserve le contrôle des forces de sécurité. Il a également refusé l'idée d'un cessez-le-feu avec le Hamas et le Jihad islamique.

Ha'aretz



Yasser Arafat reprend le contrôle de l'appareil de sécurité de l'Autorité palestinienne

Référence : « Arafat continues to divide and rule the security forces », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 13 novembre 2003.

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a divisé le Service de sécurité préventive, le principal service de sécurité palestinien, et jusqu'ici le mieux organisé, d'après des sources anonymes émanant des forces d'élite, citées par *Ha'aretz*.

À la suite d'instructions parvenues au quartier-général des Forces de sécurité préventive de Gaza, mardi 11 novembre 2003, l'organisation, qui avait été unifiée lorsque Mohammed Dahlan était ministre de l'Intérieur du gouvernement de Mahmoud Abbas, a été redivisée. Auparavant, elle était en effet composée de deux unités distinctes, l'une à Gaza, l'autre en Cisjordanie. En réactivant cette division, Yasser Arafat a effacé dans les faits la quasi-totalité des réformes entreprises sous le gouvernement Abbas. Il empêche aussi le nouveau ministre de l'Intérieur de se servir de cette organisation comme base solide.

Dans ce cadre, Rashid Abu Shbak, qui dirigeait la force unifiée, prend le contrôle de la force de Gaza, tandis que Ziad Habariah dirigera celle de Cisjordanie.

Cette décision fait suite à la nomination par Arafat, il y a deux semaines, du Général Razi Jibali au poste de commandant des forces de polices civiles dans les territoires occupés, après avoir été obligé de s'en séparer il y a un an, sous la pression d'Israël.

Le week-end dernier, un proche d'Arafat, Hakam Balawi, a été nommé ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement. À ce titre, il aura la responsabilité des Services de sécurité préventive, de la police civile et de plusieurs forces de défense civile, qui, avec cinq autres forces de sécurité au sein de l'Autorité palestinienne, seront placées sous le contrôle du Conseil de sécurité nationale, présidé par Yasser Arafat. Balawi en devient le secrétaire-général.

Chaque semaine, dans sa Chronique de l'Empire, Thierry Meyssan analyse la dérive du régime de George W. Bush et le bouleversement des relations internationales. Tandis que la violence des événements réduit les citoyens au rôle de simples consommateurs du spectacle médiatique, il fait apparaître la cohérence militaire, économique et idéologique de l'Empire global. Loin de l'infotainment et des commentaires consensuels, de la pseudo-objectivité neutraliste et de la fatalité, cette chronique livre un point de vue argumenté et engagé.

CHRONIQUE DE L'EMPIRE

L'Irak, laboratoire des nouvelles méthodes de contre-insurrection

Si le chaos en Irak a surpris les dirigeants civils des États-Unis, il était attendu par une faction militaire. Les anciens commandants des opérations Phœnix et Condor se préparaient depuis trois ans à expérimenter en Irak de nouvelles méthodes de contre-insurrection.

Le retrait en cours d'une partie des troupes de la Coalition, s'il satisfait la volonté des dirigeants civils de se désengager du borbier irakien en période électorale, laisse en réalité le champ libre aux techniciens de la « Guerre de basse intensité ».

Avant que George W. Bush ne donne l'ordre d'attaquer l'Irak, ses amis se déchiraient quant à savoir si les États-Unis devaient poursuivre la « Guerre au terrorisme » ou s'ils devaient réorienter leur action militaire et engager l'essentiel de leurs forces en Irak.

Le premier point de vue était notamment défendu par l'ancien Conseil national de sécurité de Bush père, Brent Scowcroft. Pour lui, la « Guerre au terrorisme » n'avait pas pour finalité de défendre le sol américain face à des menaces extérieures, mais d'éliminer partout dans le monde les mouvements et les gouvernements qui s'opposent au déploiement des grandes sociétés états-uniennes. La « Guerre au terrorisme » devait être en pratique l'extension à tout le tiers-monde de la « Guerre de basse intensité » conduite depuis des décennies en Amérique latine.

Le second point de vue, défendu par la puissante équipe du Center for Security Policy, ambitionnait de transformer le Proche-Orient en un pré-carré comparable à l'Amérique latine (doctrine Monroe). Pour ce faire, il convenait d'intervenir massivement en un point donné (l'Irak) avant de « remodeler » la région, pièce par pièce, et d'y installer une « Guerre perpétuelle de basse intensité ».

À l'issue de la guerre en Irak, ce débat a ressurgi un instant, jusqu'à ce que

George W. Bush y mette un terme, lors de son allocution télévisée du 7 septembre 2003. Dans une belle envolée lyrique, le président a affirmé que l'Irak est l'actuel front dans la guerre au terrorisme. Ce qui a pu paraître n'être qu'une habile formule désigne en réalité un choix politique dont on commence juste à observer les conséquences concrètes sur le terrain.

Le chaos actuel n'est pas une surprise pour l'état-major

Résumons la situation militaire : quelques semaines avant la guerre, Saddam Hussein a réorganisé son armée. Il a abandonné le modèle soviétique pour le modèle chinois. Les grandes unités ont été démantelées et reformées au niveau communal. Le système de commandement a été adapté de sorte que chaque unité communale peut, à la fois, être intégrée à un plan d'ensemble, et au besoin continuer à agir de manière autonome si les transmissions sont coupées. Puis, Saddam Hussein a amnistié tous les prisonniers, hormis les auteurs d'homicides, et fait appel au sentiment nationaliste de la population. Il a alors ouvert les arsenaux et distribué les armes de poing. Consciente du danger extérieur, la population, qui pourtant tenait Saddam Hussein en détestation, ne s'est pas soulevée.

Les États-Unis ont bombardé le pays avec plusieurs milliers de missiles testant à petite dose la théorie du « Choc et de l'effroi ». À l'issue de ce traitement, la population terrée dans des abris et hébétée n'a pas opposé de résistance, ni marqué de satisfaction, à l'arrivée des blindés de la Coalition. L'armée de Saddam Hussein, dont certains généraux avaient été corrompus, s'est rendue sans livrer bataille.

Ce n'est que progressivement que le peuple irakien a repris ses esprits, a pris acte de l'effondrement de l'État, a constaté le pillage et les confiscations auxquelles se livraient les troupes de la Coalition, et a commencé à utiliser les armes dont il dispose contre l'occupant.

Cette révolte anarchique correspond au romantisme oriental que Saddam Hussein avait fait mettre en scène dans un roman dont il s'était attribué la paternité. S'il est abusif d'attribuer au maître déchu de Bagdad d'avoir prédit la situation actuelle, il est exact qu'il en a décrit l'ambiance et valorisé les émotions et sentiments.

Le retour des praticiens de la « Guerre de basse intensité »

Cependant, du côté des militaires US, cette situation avait aussi été envisagée. Si le cabinet civil de Donald Rumsfeld a affirmé sur tous les plateaux de télévision que la population irakienne accueillerait les GI's en chantant, jamais l'état-major ne s'y est trompé. Si des journalistes crédules se sont enthousiasmés devant la chute de la statue du tyran, les officiers supérieurs qui avaient organisé cette mise en scène pour les caméras n'étaient pas dupes de leur propre propagande.

En réalité, le plan de « remodelage du Proche-Orient », tel qu'il a été énoncé dès 1941 par Bernard Lewis, conseiller du Pentagone et universitaire, prévoit -entre autres- de démanteler l'Irak en passant par une phase de chaos.

Et il existe une faction militaire au Pentagone qui planifie depuis trois ans l'application des méthodes de contre-insurrection en Irak. Ce groupe comprend

des officiers qui ont participé, avec une branche autonome de la CIA, à la guerre d'Algérie, puis aux opérations Phoenix au Vietnam et Condor en Amérique latine. Ils ont acquis un savoir-faire dans les assassinats ciblés, le terrorisme, le déplacement forcé et le contrôle des populations. Ils ont intégré dans leurs rangs des officiers recrutés dans les armées britanniques, jordaniennes et israéliennes. Et même des officiers français comme le général Paul Ausaresses de sinistre mémoire.

Les 22 et 23 mars 2001 en Californie, ils ont tenu un séminaire intitulé « Prêts pour l'apocalypse ». C'était avant les attentats du 11 septembre et les interrogations sur les armes de destruction massive et l'on ne parlait pas encore ni d'attaquer l'Afghanistan, ni d'attaquer l'Irak. On y a pourtant étudié les moyens de faire face à une insurrection en Irak lorsque le pays serait occupé.

Ces officiers ne se sont dévoilés auprès de leurs collègues que lorsque ceux-ci ont admis le caractère critique de la situation. Ils ont alors organisé au Pentagone la projection d'un film d'archives sur la bataille d'Alger et ont révélé leurs intentions.

Ils peuvent compter sur le soutien politique d'un puissant think-tank, le Projet pour un nouveau siècle américain. Cette association a rédigé le programme électoral de George W. Bush, en 1999. Tout au moins la version de son programme destinée aux donateurs de sa campagne, pas celle qu'il expliquait dans ses meetings.

Ils ont réussi à faire nommer, le 2 octobre le général William Jerry Boykin au poste de sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement. De la sorte, un des officiers « prêt pour l'apocalypse », selon leurs propres termes, figure désormais officiellement dans l'organigramme du cabinet Rumsfeld. Le général Boykin est un chrétien fondamentaliste qui prêche dans les temples qu'il a vu physiquement le diable à Mogadiscio, lors de la célèbre bataille au cours de laquelle tomba le faucon noir. Il affirme que l'Amérique est un État chrétien assailli par Satan et que l'Islam est une religion démoniaque.

La contre-insurrection a commencé

Les opérations de contre-insurrection ont commencé. En premier lieu, une partie des assassinats ciblés des derniers mois n'est pas le fait de la résistance, mais de la Coalition. Ainsi, comme l'a révélé l'hebdomadaire égyptien Al-Osbao, le Central Command a découvert que l'exécution, le 7 août, de l'ayatollah Baker al-Hakim, chef de l'Assemblée suprême pour une révolution islamique, à la sortie de la mosquée d'Ali, à Nadjaf, à l'issue de la prière du vendredi, a été perpétrée par un commando israélien appuyé par des agents de la Coalition. Placé devant le fait accompli, le Central Command a été contraint d'exfiltrer les assassins qu'il voulait arrêter.

Des opérations de contrôle des populations ont été expérimentées en zone sunnite. Ainsi, les forces US ont-elles séquestré tous les hommes d'un village pendant six semaines pour les contraindre à dénoncer ceux d'entre eux qui étaient liés au Baas.

La décision de retirer une partie des troupes US d'Irak et de confier le maintien

de l'ordre à une armée locale, incluant les Moujahideen du Peuple, ne doit donc pas être interprétée uniquement comme une volonté de se dégager du borbier en période électorale. Pour une partie de l'état-major US, l'Irak doit devenir le laboratoire des méthodes de contre-insurrection modernes avant de passer aux étapes suivantes du remodelage du Proche-Orient. C'est ce que George W. Bush a annoncé en affirmant que l'Irak était le front actuel de la Guerre au terrorisme.

Cette chronique est diffusée en français en région parisienne par Radio Méditerranée 88.6, chaque lundi à 6h48. Elle est publiée en anglais par la revue *UN Observer & International Report*.

Fédération de Russie



Allocution de Vladimir V. Poutine

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil suprême,
chers collègues,

Permettez-moi de vous saluer cordialement à Moscou. Nous apprécions hautement la pratique existante des contacts directs entre l'administration de la Russie et de l'Iran. L'Iran est notre voisin. Et un bon voisin, nos rapports se développent positivement.

Nous avons beaucoup de sujets à discussion qui coïncident. Je me rappelle de toutes nos rencontres avec le Président Khatami - et dans le cadre de la discussion de la problématique caspienne, et tout récemment en Malaisie.

Nos liens économiques se développent plutôt bien, nous avons de bonnes perspectives. Je dois dire que nous avons toujours activement coopéré avec l'Iran dans la cause de la normalisation de la situation dans la région. Je veux noter le rôle positif de l'Iran dans la cause du règlement des problèmes afférents à l'Afghanistan, le haut niveau de la coopération entre la Russie et l'Iran sur cette piste. Nous sommes très préoccupés par tout ce qui a trait à la problématique du Proche-Orient. Je pense qu'on aura aujourd'hui la possibilité d'échanger de vues avec vous sur ce problème.

Et enfin, un sujet connu et très épineux - celui de notre coopération nucléaire et celui des programmes nucléaires iraniens. L'Iran est un membre à part entière de la communauté internationale, et il a le droit de développer ses programmes nucléaires en conformité avec les règles internationales.

Nous saluons les derniers accords de l'Iran avec nos collègues des pays européens, qui ont récemment visité Téhéran - je parle de la visite des ministres des affaires étrangères de quatre états européens.

Nous sommes très heureux de vous voir et sommes persuadés que votre visite fera un grand apport au développement des relations bilatérales.



Communiqué du Département fédéral suisse de la Défense

Officiers suisses en mission de promotion de la paix en Afghanistan

Lors de sa séance de mercredi, le Conseil fédéral a décidé de prendre part au Memorandum of Understanding (MoU) qui règle les relations juridiques entre les 30 pays qui participent à la mission internationale de promotion de la paix en Afghanistan (ISAF). Deux officiers supérieurs suisses participent à cette mission ; l'Assemblée fédérale, lors de la session d'été 2003, avait approuvé un envoi d'officiers suisses pouvant aller jusqu'au nombre de quatre personnes.

L'ISAF (International Security Assistance Force Afghanistan) est une troupe multinationale de protection à laquelle participent plus de 30 pays, dont nos pays voisins, l'Allemagne, la France et l'Italie. Jusqu'en août 2003, l'ISAF était sous la conduite de « Lead Nations », qui changeaient en système rotatif tous les six mois. Actuellement, l'ISAF est sous la direction de l'OTAN.

Depuis le 8 mars 2003, deux militaires de l'armée suisse sont engagés en service de promotion de la paix à l'ISAF, en tant qu'officiers supérieurs dans la brigade multinationale de Kaboul (KMNB). Lors de la session d'été 2003, en juin dernier, l'Assemblée fédérale a approuvé l'engagement à l'ISAF de quatre officiers suisses au maximum pendant la même période.

La participation d'officiers suisses expérimentés à cette mission permet un transfert de connaissances et d'expériences en faveur de notre promotion de la paix militaire. Par ailleurs, la Suisse peut ainsi renforcer sa solidarité avec les efforts entrepris par la communauté internationale pour la stabilité et pour la paix, dans l'esprit de la sécurité par la coopération. Le MoU règle les relations juridiques entre les pays engagés et des questions ayant trait aux coûts, à la logistique et à l'immunité juridique face aux autorités locales.



Communiqué du Département fédéral suisse des Affaires étrangères

La Suisse participe à la sauvegarde du patrimoine culturel afghan

Le Conseil fédéral autorise le DFAE à accorder à l'UNESCO pour la période 2004 à 2005 une aide financière d'un total de 397 000 francs à titre de contribution à la restauration d'une citadelle en pisé inscrite au patrimoine culturel mondial. Il est prévu parallèlement d'envoyer des experts pour former des artisans afghans à la restauration de bâtiments traditionnels construits avec des briques en pisé dans leurs propres ateliers. Après achèvement des travaux, un musée sera créé dans le bâtiment restauré.

Le 3 juillet 2003, le Comité du patrimoine mondial a simultanément inscrit la vallée de Bamiyan sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO. Avec ses nombreux sites archéologiques, le paysage culturel de la vallée de Bamiyan offre de nombreux témoignages des évolutions artistiques et religieuses qui ont marqué la région du Ier au XIIIe siècle. La vallée abrite encore de nombreux ensembles monastiques et sanctuaires bouddhistes, ainsi que des édifices fortifiés de la période islamique.

Durant les années 2002 et 2003, la Suisse a participé à la restauration du minaret de Jam, inscrit en 2002 sur la liste du patrimoine mondial, à concurrence d'un montant de 194 000 francs. Elle a également soutenu la mise sur pied du Musée de l'Afghanistan à Bubendorf comme lieu de sauvegarde du patrimoine de ce pays. En reconnaissance de l'engagement de notre pays dans la reconstruction en Afghanistan, l'UNESCO a proposé à la Suisse de soutenir ce projet dans la Vallée de Bamiyan.

La protection du patrimoine culturel et naturel est l'une des tâches que s'est assignées l'UNESCO lors de sa fondation en 1945. En tant qu'Etat-membre de l'UNESCO et partie à la Convention du patrimoine mondial de 1972, la Suisse apporte un soutien financier à des actions de sauvegarde de sites culturels et naturels menacés.